

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR LES NOUVELLES OFFRES DE FORMATION

- **DIX NOUVEAUX ETABLISSEMENTS DONT DEUX FACULTES DE MEDECINE**
- **CENTRALE PARIS CONFIRMEE A CASABLANCA**
- **ELARGIR LA CARTE UNIVERSITAIRE ET MIEUX REPONDRE AU MARCHE DU TRAVAIL**

L'offre de formation dans le supérieur sera étoffée. Deux nouvelles facultés de médecine, des écoles supérieures de technologie, une école nationale de commerce et de gestion ... Au total, le conseil de gouvernement a validé la création d'une dizaine d'établissements dont certains ont démarré leur activité cette année comme c'est le cas de la faculté des Sciences et techniques d'El Hoceima, de l'Ecole Supérieure des Arts Appliqués à Mohammedia et de la faculté des sciences de la Chariaa à Smara. La création de ces établissements permettra d'élargir la carte universitaire et peut-être aussi de mieux répondre aux besoins réels du marché du travail en matière de compétences.

Les deux facultés de médecine et pharmacie devraient être opérationnelles pour la rentrée universitaire 2015-2016 alors que les centres hospitaliers universitaires démarreront deux années plus tard. Celle d'Agadir bénéficiera d'un appui français à la formation alors que celle qui sera créée à Tanger aura l'appui technique des Canadiens et des Espagnols. Le choix de ces deux villes, Agadir et Tanger, pour planter ces deux facultés s'est basé sur plusieurs critères dont un réseau d'établissements de soins et 2.288 lits dans la région de Souss Massa contre 2.200 lits à Tanger-Tetouan.

Ces deux facultés vont donner un coup d'accélérateur au programme de formation de 3.300 médecins par an. Le Maroc souffre d'une pénurie en personnel, qui tourne autour de 7.000 médecins et 9.000 infirmiers. Un manque qui affecte l'ensemble des établissements hospitaliers. Le challenge est d'atteindre le seuil de 10 médecins par 10.000 habitants d'ici 2020 contre 6 médecins pour 10.000 habitants actuellement. Le standard de l'OMS est fixé à un médecin pour 650 habitants.

Les ressources dans les métiers paramédicaux seront également renforcées via la création de l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé à Settat. Celle-ci dispensera des formations dans la physiothérapie, l'obstétrique, la radiothérapie... Un projet appuyé par la région qui a mis à disposition un bâtiment d'une superficie de 3.300 mètres carrés d'une valeur de 70 millions de dirhams. Trois écoles supérieures de technologies seront lancées à Khénifra, Kelaa des Sraghna et Beni Mellal ainsi qu'une Ecole Nationale du Commerce et de Gestion à Dakhla portant ainsi le réseau des ENCG à 10. La création de ces différents établissements permettra de décentraliser la formation et soulagera les écoles existantes de la pression démographique qu'elles subissent.

La diversification de l'offre de formation passe aussi par le secteur privé. Le département de Lahcen Daoudi ambitionne d'ailleurs d'attirer plusieurs écoles et universités étrangères de réputation internationale dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). Avec

Polytechnique Barcelone, le projet serait assez bien avancé, selon des responsables. Une école d'architecture devrait être également montée en collaboration avec les universités de Lorraine, de Paris Est et l'Université internationale de Rabat. Les besoins en architectes sont aujourd'hui estimés à 3.000.

Alstom, qui réalise le marché du TGV, se lance en partenariat avec l'université de Valenciennes pour créer une école spécialisée dans les métiers de la logistique. Un secteur dans lequel les besoins sont estimés à 60.000 personnes. La visite du Président français François Hollande, les 3 et 4 avril sera d'ailleurs l'occasion pour le Maroc et la France de signer des conventions liées à l'enseignement et à la formation. C'est le cas pour l'Institut international euro-méditerranéen de la technologie ou encore de Centrale Paris qui ouvrira une antenne à Casablanca. Un protocole d'accord devrait être également signé avec le Conservatoire National des Arts et Métiers de Paris.

L'Economiste (premier quotidien économique du Maroc) 01/04/13